



## CAPC N°6 du jeudi 6 février 2014

Monsieur le Président,

Nous allons une fois de plus participer à cette CAPC mutation mais cela ne saurait en aucune manière cautionner ce que l'administration appelle le dialogue social.

Nous le faisons pour ne pas nuire à nos collègues que l'inconséquence de nos gouvernants et de leurs vassaux douaniers a déjà fortement pénalisé.

Le dialogue social en douane est un champ de mines. La conception qu'en a l'administration est infantilissante et malhonnête. Ainsi pour tous les sujets importants voire vitaux, les simples douaniers et représentants du personnel n'y sont pas associés et sont méprisés.

L'administration ment afin de vendre votre produit en écrivant que les grandes lignes du PSD sont proposées par les agents)

Vous ne tarderez pas, si ça n'est pas déjà fait, à vous rendre compte que le mépris engendre la colère, à minima!

Le PSD qui voudrait un Pays Sans Douanier, cristallise depuis presque 2 ans le mécontentement, l'incompréhension des personnels, au point qu'une intersyndicale s'est créée et perdure depuis. Vous avez réussi malgré tout un beau coup tant votre projet est mauvais : Unir dans le temps l'ensemble des organisations syndicales douanières!

Sur cette affaire c'est bien le seul titre de gloire dont vous pouvez vous prévaloir.

Au lieu de chercher l'apaisement nos dirigeants (la DG et le sous directeur A) attisent les colères. Pour preuve, les basses manœuvres pour entraver l'action syndicale et empêcher les agents de manifester ce jour sur les DI de Lille et Rouen. Maladresse ou provocation? C'est tout simplement inacceptable!!!

Toujours est il que la lutte que nous avons collectivement engagée depuis plus d'un an contre un projet sans aucune vision, si ce n'est destructrice, continue et continuera.

Nous devons faire preuve d'imagination pour populariser et médiatiser notre juste combat. Nous relèverons ce défi!!

Il est évident que l'avenir nous donnera raison même si nous avons bien conscience que le présent s'annonce difficile et que les conséquences sociales seront catastrophiques à court terme.

L'intersyndicale